

Ce document a été préparé par la délégation de Boston au WSF pour être discuté au World Social Forum-Nairobi, le 22 janvier 2007 (terrain 6, Moi International Sports Center), mais il peut être distribué et servir de base de discussion ailleurs. Website : www.lfsc.org/wfs/ Email : wsf@lfsc.org

UNITE INTERNATIONALE POUR LA LUTTE EN FAVEUR DES DROITS DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Les Etats-Unis sont le pays des immigrés. La première vague d'immigrants n'a pas atteint ses rivages uniquement pour travailler mais aussi pour en faire la conquête. Les Européens ont été les premiers à mettre en place la colonisation des terres « désertes et sauvages », avec l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique en 1492. La longue résistance des indigènes a entraîné le génocide des Indiens.

Dans la plus part des pays d'Amérique les immigrants européens ont utilisé les Noirs d'Afrique comme esclaves pour travailler dans les plantations, introduisant une forme primitive du capitalisme de production en augmentant les profits des « propriétaires » des « moyens de production ». La question de l'esclavage était cruciale dans l'expansion impérialiste des Américains au Mexique. Les pères fondateurs du Texas : Sam Houston, Jim Bowie, Steven Austin étaient tous des marchands d'esclaves avant de faire la conquête de l'état mexicain du Tejas. Quand le Mexique a envoyé des troupes pour reprendre le Tejas, les Américains ont annexé le territoire. La guerre qui en a résulté a coûté au Mexique un capital humain et économique énorme. Le « traité » de Guadalupe y Hidalgo de 1848 a obligé le Mexique de céder 55% de son territoire aux Etats-Unis : la Californie, l'Arizona, le Nevada, le Colorado, le Texas, l'Utah, le Nouveau Mexique, et une partie de l'Oregon. Peu de temps après, l'esclavage qui avait été déclaré hors la loi par le gouvernement mexicain, était légalisé au Texas et les « pères fondateurs » commencèrent à importer des esclaves depuis Cuba.

Cette histoire est liée au combat actuel pour les droits des immigrés et à la campagne de réparation pour les Africains Américains. Après que l'esclavage a été aboli, les Etats-Unis ont continué de faire venir un grand nombre de travailleurs d'autres pays pour faire les travaux pour lesquels il n'y avait pas de main d'œuvre disponible dans le pays. Ce qui était le cas pour les mines d'or de Californie et dans les années 1860 quand des centaines de milliers de travailleurs chinois ont construit le chemin de fer Central Pacific. Mais quand le nombre d'immigrants chinois a continué d'augmenter plus vite que les besoins des patrons du chemin de fer, la première loi sur l'immigration a été promulguée : « The Chinese Exclusion Act de 1882 ». Cette loi permettait aux Chinois qui avaient travaillé, en étant totalement exploités pendant des années, de rester, mais elle fermait les portes à la future immigration chinoise.

Au même moment, les travailleurs européens- homme, femme, vieux ou jeunes – remplissaient les usines à l'est des Etats-Unis. Autour de 1880, un très grand nombre d'ouvriers ont émigré d'Europe vers les Etats-Unis. Beaucoup d'entre eux avaient un sens très vif de la justice sociale qui provenait des idéaux anarchistes et communistes. Ces travailleurs étaient à l'avant garde de la lutte internationale pour les 8 heures de travail journalier. Leur mouvement a rencontré une répression féroce. En 1886 les leaders ont été condamnés à mort par pendaison à Chicago pour leur activisme en faveur de la journée de 8 heures. Quand les protestations du monde entier ne suffirent pas à sauver les « Martyrs de Chicago » leur exécution a été à l'origine de la création du 1^{er} mai, en tant que journée Internationale des Travailleurs, qui est observée dans le monde entier.

Au 20^{ème} siècle il y a eu beaucoup de tentatives pour contrôler l'immigration. The *Emergency Quota Act* de 1921 donne la priorité aux descendants des immigrants Européens. The *Immigration Act* de 1924 et

the *National Origins Formula* de 1929 exclut les immigrants asiatiques mais ouvre les portes aux travailleurs d'Amérique du Sud. The *Immigration and Nationality Act* de 1952 en trouve une porte à l'immigration asiatique mais donne au gouvernement le droit de déporter les immigrants illégaux, suspectés d'avoir des idées communistes. En 1965 un autre acte important supprime les quotas basés sur la nationalité d'origine, donne une préférence aux immigrants qui ont de la famille aux Etats-Unis et pour la première fois dans l'histoire américaine, restreint l'immigration depuis Mexico.

En 1986, le président Ronald Reagan, un Republican, signe the *Immigration Reform and Control Act* qui garantit l'amnistie aux immigrants sans papiers qui sont arrivés aux EU avant 1982 mais qui, par ailleurs, considère comme un crime le fait de cacher des immigrants sans papiers qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie. C'est ainsi qu'a commencé l'ère de la criminalisation des travailleurs immigrants pauvres. Rendre l'immigration criminelle a conduit à militariser la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, avec pour conséquence la mort de 4000 personnes qui ont essayé d'entrer aux Etats-Unis depuis l'*Operation Hold the Line*, qui a commence en 1993.

En 1996, le président Clinton, un Democrat, signe le *Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act* qui a élargi les peines contre les travailleurs qui ont immigré sans autorisation et qui augmente de façon significative le nombre de patrouilles armées sur la frontière mexicaine. En 1997 Clinton envoie des Marines sur la frontière et un jeune américain de 17 ans, Ezéquier Hernandez, est tué alors qu'il gardait ses moutons. Tous ces développements encouragent les politiciens et les médias à soutenir les groupes de vigiles qui se sont surnommés les « Minutemen » et qui se sont armés eux-mêmes pour faire des patrouilles le long de la frontière, créant encore plus de risques pour les immigrants qui essaient de trouver du travail aux US.

Actuellement il y a entre 12 et 15 millions de travailleurs immigrés sans papiers aux Etats-Unis. Globalement il y a au moins 200 millions de travailleurs qui travaillent légalement ou illégalement en dehors de leurs pays d'origine.

Cette énorme force de travail des travailleurs, qui pour la plus part d'entre eux ne peuvent pas nourrir leurs familles dans leurs pays d'origine, est, pour une très grande part, le résultat des politiques des pays riches qui contribuent à appauvrir les parties du monde les plus pauvres. Les politiques d'ajustement du FMI et de la Banque Mondiale, qui entraînent les pays en voie de développement dans des dettes de plus en plus grandes, sont une des causes de la pauvreté introduite par les pays du Nord, quand bien même ils excluent les fonds destinés à la santé et à l'éducation du service de la dette. Vient ensuite le courant qui pousse à l'ouverture des marchés qui ont pour résultat d'ouvrir les frontières des pays les plus pauvres aux produits des multinationales, ce qui inclut massivement les produits agricoles subventionnés. Libérer les échanges commerciaux entre des concurrents très inégaux tue les industries naissantes dans les pays pauvres et souvent endommage ou même détruit des usines bien installées aussi bien que les entreprises des petits fermiers. Ajoutées à cela les guerres et la répression politique intérieure dans beaucoup de pays pauvres, plus les guerres provoquées par les Américains et les autres "Grandes Puissances". Plus récemment les agressions militaires ont pris la forme de guerre contre le terrorisme et de guerre contre la drogue ce qui a augmenté considérablement le nombre de pays où les travailleurs ont été déplacés.

Les deux principaux pôles d'attraction pour les travailleurs qui veulent émigrer, l'Union Européenne et les Etats-Unis, ont longtemps bien accueilli le travail étranger bon marché, mais seulement quand le niveau général du chômage était relativement bas et, ou, quand les Européens et les Américains refusaient les bas salaires et les mauvaises conditions de travail qui caractérisent les travaux agricoles (ramassage des fruits) et certains postes dans les services et les usines (nettoyage, emballage de la viande). Dans presque tous les exemples, cependant, et sans regarder les bénéfices que des sociétés et autres employeurs tirent d'eux, les travailleurs immigrés sont des victimes, mis à part et de plus en plus

regardés comme des criminels. Ils retrouvent dans les pays où ils arrivent la souffrance qui avait commencé dans leurs pays d'origine.

La raison d'être des lois répressives et des expulsions qui ont eu lieu dans tous ces pays, n'est pas d'expulser tous les travailleurs sans papiers, mais plutôt de garder une partie importante d'entre eux parmi les moins protégés et les plus vulnérables à une super exploitation, ce qui sert à diviser et à affaiblir la solidarité entre tous les travailleurs. Les mafias, qui se sont formées pour transporter les gens à travers de longues distances, sont parmi les premières à exploiter ceux qui cherchent du travail en dehors de leur pays. Les travailleurs Africains qui émigrent en Europe ont remarqué que, "de nos jours les esclaves doivent payer pour leur propre transport".

Récemment nous avons vu des milliers d'Africains et de Latinos Américains risquer leurs vies et même mourir en cherchant à trouver du travail en Europe et aux Etats-Unis. Au même moment, les pays les plus riches essaient de rejeter les immigrants dehors par tous les moyens possibles. Ce que les pays industrialisés ne font pas, par contre, c'est de changer leur politique de libre échange et d'aide, politiques qui continuent à détruire les économies les moins développées. Les mouvements des travailleurs ont besoin d'étudier ces liens pour mieux comprendre et lutter contre les forces du capitalisme international qui, de façon souterraine, empêche partout les travailleurs d'avoir une vie décente. De nos jours les immigrants constituent une grande part de la "classe ouvrière" dans le monde. C'est la raison pour laquelle les organisations de travailleurs et les mouvements pour défendre et protéger à la fois les travailleurs et les droits des travailleurs émigrés, doivent aussi être internationaux.

L'UNITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EST LA SEULE SOLUTION

Tous les travailleurs dans le monde doivent unir leurs forces pour combattre une des pires injustices créées par le capitalisme contemporain : un très grand nombre de travailleurs pauvres qui cherchent désespérément du travail pour survivre, doivent émigrer. Heureusement on peut déjà constater qu'il y a eu quelques efforts dans cette direction. Il y a eu, par exemple, la troisième " Journée Européenne Transnationale d' Action contre le contrôle de l' Immigration " le 7 octobre 2006, une date choisie pour commémorer la brutale répression des Africains qui essayaient d'entrer dans les territoires Espagnols Nord Africains de Ceuta et Mellila. Des actions internationales comme celles-ci constituent des formes importantes de mobilisation vers l'internationalisation de la lutte pour les droits des émigrés. C'est intéressant de remarquer que cette initiative a été décidée au cours du Forum Social Européen de mai 2006.

Aux Etats-Unis, le 1er mai 2006, des millions de travailleurs émigrés, leurs familles, leurs amis, leurs supporters ont marché dans les rues pendant la grève d'une journée des émigrés et le boycott des magasins. Cette manifestation massive de colère et de solidarité avait été provoquée, en grande partie, par la loi (HR4437) extrêmement répressive contre l'immigration, qui avait été approuvée précédemment par le Congrès. A Mexico des milliers de travailleurs défilèrent aussi en solidarité avec leurs frères et soeurs qui vivaient aux U.S. sans papiers. Les politiciens se réunirent pour trouver un compromis. Peu de temps après, le HR4437 fut aboli.

Ce mouvement pour les droits des immigrants aux U.S., bien qu'il soit extrêmement important et qu'il remporte des succès, n'a pas encore élargi son analyse ou son action en dehors des frontières des Etats-Unis. Nous espérons que cela changera. Il y a 200 millions de travailleurs émigrés dans le monde qui souffrent d'exploitation, de vexations et même d'attitude qui « criminalise » leur situation. Nous devons comprendre que cette énorme migration est une caractéristique mondiale du capitalisme global. Aussi appelons-nous la lutte pour les droits des immigrants, à devenir aussi de plus en plus globale.

C'EST POURQUOI NOUS PROPOSONS :

1. Que le 1er mai 2007, jour international de la fête du travail, soient consacrés aux droits des travailleurs émigrés du monde entier et que l'appel pour la liberté et le respect des droits des travailleurs émigrés soit entendu dans tous les pays du monde.
2. Etant donné que la plus part des pays commémore le 1er mai comme un jour férié à l'exception des Etats-Unis, nous proposons que le 1er mai les démonstrations, les conférences, les marches dans le reste du monde soient organisées pour dénoncer le traitement injuste des travailleurs émigrés et pour demander des solutions à ces injustices. En même temps, aux Etats-Unis nous allons essayer de nouveau, comme au 1er mai 2006, de lancer une grève nationale.
3. Nous appelons nos frères et nos soeurs qui militent dans le mouvement pour les droits des émigrés à joindre leurs forces à celles des travailleurs émigrés et de leurs familles dans le monde entier. Une Conférence sur les droits des travailleurs émigrés dans le monde devrait être mise en place dans un laps de temps raisonnable pour promouvoir une organisation structurelle qui soutiendrait la lutte pour les droits des travailleurs émigrés.
4. Nous appelons les syndicats à devenir de plus en plus conscients des problèmes des 200 millions de travailleurs émigrés dans le monde. Nous saluons et nous encourageons les efforts de AFL-CIO, de SEIU, et de IWW pour faire avancer les droits des travailleurs émigrés dans le monde entier.
5. Le 1er mai 2007, nous proposons la distribution de la convention internationale des Nations-Unis sur la protection des droits de tous les travailleurs émigrés et de leurs familles, Cette convention, élaborée par les Nations-Unis en décembre 1990 est devenue efficace après avoir été ratifiée par l'Algérie, l'Argentine, l'Azerbijian, le Bangladesh, le Belize, le Bénin, la Bolivie, la Bosnie Herzégovine, le Burkina Faso, le Cambodge, le Cap Vert, le Chili, la Colombie, les Comores, l'Equateur, l'Egypte, le Salvador, le Gabon, le Ghana, le Guatemala, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guyanne, l'Honduras, l'Indonésie, le Kirgystan, le Lesotho, le Liberia, la Lybie, l'Arabie Saoudite, le Mali, le Mexique, le Maroc, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, Sao Tome, le Sénégal, la Serbie, les Seychelles, le Sierra Leone, le Sri Lanka, la République Arabe de Syrie, le Tajikistan, Timor-Leste, le Togo, la Turquie, l'Ouganda, l'Uruguay.

Les mouvements en faveur des droits des émigrés doivent être conscients que cette convention, si importantes pour les objectifs que nous poursuivons, **n'a pas encore été ratifiée** par les Etats-Unis, le Canada et aucun pays européen, ni par l'Inde, le Brésil et le Venezuela, entre autres. La convention internationale sur la protection des droits des travailleurs émigrés prend son inspiration dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Elle doit être aussi connue, respectée, et surtout, largement ratifiée. C'est cela qui, à présent, constitue un autre objectif essentiel de notre mouvement.

*La délégation de Boston au World Social Forum- Nairobi, Kenya
Janvier 2007*